

LE SOLEIL

Le Soleil, 8 Août 1990

La crise pétrolière ravivera l'intérêt pour Hibernia et les sables bitumineux

La nouvelle crise pétrolière provoquée par le boycottage du brut par la Communauté économique européenne (CEE), les États-Unis, le Japon et le Canada à la suite de l'invasion du Koweït par l'Irak devrait entraîner, à long terme, des conséquences heureuses. Ainsi, le Canada pourrait enlever la poussière qui s'est accumulée depuis dix ans sur des mégaprojets comme Hibernia et l'exploitation des sables bitumineux.

par RÉJEAN LACOMBE
LE SOLEIL

Éminent spécialiste en cette matière et professeur d'économie à l'université Laval, M. Antoine Ayoub ne rejette pas cette hypothèse. Même si le Canada est très peu touché par ce boycottage, il n'en reste pas moins que la hausse du prix de l'or noir enregistrée quotidiennement pourrait amener les autorités canadiennes à remettre à l'ordre du jour ces importants projets.

Devant la tournure des événements en Irak et au Koweït, le professeur Ayoub croit qu'il n'y a pas lieu de paniquer. « Les pays qui ont décidé de boycotter les produits pétroliers en provenance du Koweït et de l'Irak, explique-t-il, possèdent des réserves pétrolières qui leur permettront de tenir le coup

pendant un période de trois à quatre mois. Le Japon, par exemple, pourra puiser dans ses réserves pendant au moins 110 jours. »

Ce délai de grâce permet donc à tout le monde d'évaluer avec plus de justesse les effets de la crise entre l'Irak et le Koweït et surtout d'évaluer les conséquences des nombreuses tractations diplomatiques.

Il n'en reste pas moins que ce boycottage entraîne un manque à gagner de cinq millions de barils par jour. M. Ayoub ne rejette pas l'idée que d'autres pays producteurs de pétrole, comme le Venezuela, décident d'augmenter leur production. Mais, il y a un hic. « Les pays qui ne font pas parti de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), explique le professeur Ayoub, produisent

actuellement à pleine capacité et ont leur part du marché. »

Dans l'esprit de M. Ayoub, il faut donc se rabattre sur les pays membres de l'OPEP, comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. « Le Venezuela, dit-il, possède encore des capacités de production qu'il peut utiliser. L'Arabie saoudite fait face à un problème politique. Est-ce que ce pays accepterait, à moyen terme, de passer outre le conflit Irak-Koweït et d'augmenter sa production ? Si l'Arabie saoudite acceptait d'augmenter sa production, le marché se calmerait rapidement. Il faut dire toutefois que chemin faisant cela contrecarrerait la politique irakienne. »

La solution locale

En fait le Canada ne se retrouve pas tout à fait dans la même situation que les États-Unis où 9 % du pétrole américain était importé jusqu'à maintenant de l'Irak et du Koweït. Pour sa part, le Canada en importe de ces deux pays d'une façon occasionnelle. Ce pétrole est destiné aux raffineries canadiennes. Le Canada peut compter sur une réserve de six milliards de barils et est même

considéré comme un pays exportateur avec ses 0,2 millions de barils par jour.

Mais cette nouvelle crise pourrait amener le Canada et les États-Unis, estime le professeur Ayoub, à dépoussiérer les mégat-projets qui dorment sur les tablettes depuis plusieurs années. M. Ayoub fait ainsi allusion au projet Hibernia et à l'exploitation des sables bitumineux.

« Si les prix du pétrole augmentent, ajoute-t-il, il est aussi possible que les États-Unis exploitent à nouveau des puits qui ne servaient plus parce que les prix n'étaient plus compétitifs. De tels puits existent également au Canada qui pourrait, lui aussi, imiter son voisin du sud. »

M. Ayoub estime donc qu'à court terme la hausse des prix du pétrole pourraient entraîner une hausse de l'indice inflationniste, qu'à moyen terme cette hausse pourrait provoquer une récession et qu'à long terme elle déboucherait sur une activité économique importante à la suite de la mise en chantier de grands projets.